

**Convention collective**

**IDCC : 8532. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
(Bretagne)  
(13 juin 1991)**

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,  
*Journal officiel* du 31 décembre 1991)

---

**AVENANT N° 56 DU 17 FÉVRIER 2015**

NOR : AGRS1597084M  
IDCC : 8532

---

Entre :

Les entrepreneurs des territoires, fédération de Bretagne ;

Le syndicat des prestataires de services avicoles,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

L'UR CFTC ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

La FNAF CGT ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le cinquième alinéa du paragraphe « I. – Garantie incapacité de travail » de l'article 26 « Régime de prévoyance collective obligatoire » de la convention collective est modifié comme suit :

« Cette indemnisation complémentaire porte l'indemnisation du salarié à hauteur de 40 % de la rémunération brute pendant 90 jours, puis à hauteur de 25 % de cette même rémunération tant que dure le versement des indemnités journalières légales. »

L'avant-dernier alinéa du même paragraphe est modifié comme suit :

« Revalorisation : à la fin de chaque année civile, la revalorisation des prestations incapacité de travail complémentaire est examinée par le conseil d'administration de l'institution, lequel fixe, pour l'exercice suivant, le coefficient servant à la revalorisation des prestations en cours de service. »

**Article 2**

Le premier alinéa du paragraphe « II. – Garantie incapacité permanente (invalidité) » du même article est modifié comme suit.

« En cas d'attribution d'une rente accident du travail au taux d'incapacité au moins égal à 1/3, ou d'une pension d'invalidité des assurances sociales agricoles de catégorie 1, 2 ou 3, Agri-Prévoyance verse au salarié non cadre une pension mensuelle complémentaire égale à 15 % de son salaire brut, et ce jusqu'à son départ à la retraite. »

### Article 3

Le sous-paragraphe 1 « Cotisations » du paragraphe IV « Dispositions communes » du même article est remplacé par les dispositions suivantes :

#### « 1. Cotisations

Le régime de prévoyance (garantie incapacité de travail, garantie incapacité permanente et garantie décès) est financé par une cotisation égale à 1,83 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés non cadres, et ainsi répartie :

*(En pourcentage.)*

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire	0,90	0,45	0,45
Incapacité permanente	0,37	0,185	0,185
Décès	0,40	0,24	0,16
Assurance des charges sociales patronales	0,16	0,16	–
Total	1,83	1,035	0,795

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle sont financées par une cotisation à la charge exclusive de l'employeur. Elles correspondent au taux de 0,44 % de la garantie incapacité temporaire. »

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant l'arrêté d'extension et sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Loudéac, le 17 février 2015.

(Suivent les signatures.)